

peut-être 35 milliards de dollars en abattements et en reports d'impôts aux grandes compagnies. Je crois que nous devrions récupérer cet argent pour rembourser notre dette. Il faut rembourser. J'ai du mal à comprendre les chiffres que nous présente le député. Comment peut-il prétendre que le déficit peut doubler en cinq ans tout en affirmant que le gouvernement a fait ce qu'il fallait. Quand les conservateurs ont pris le pouvoir, l'ensemble..

M. le vice-président: Le député aurait-il l'obligeance de conclure car il ne nous reste plus grand temps.

M. Kindy: En 1985, les dépenses totales du gouvernement s'élevaient à 109 milliards de dollars. Ces dépenses atteindront 142 milliards selon les prévisions. C'est une augmentation de plus de 33 milliards de dollars. Je n'appelle pas cela réduire le déficit et la dette. Je voudrais savoir ce que le député en pense.

• (1540)

M. Valcourt: Monsieur le Président, le député nous reproche de ne pas réduire assez nos dépenses et il a du mal à comprendre les chiffres. Il nous fait remarquer que la dette a augmenté au cours des cinq dernières années, ce que personne ne conteste. Mais si le député se donnait la peine de bien examiner les données sur les dépenses gouvernementales et la part de ces dépenses consacrée au service de la dette, il comprendrait le problème.

M. Lapierre: Réduisez.

M. Valcourt: Les libéraux nous demande de réduire nos dépenses, mais ils réclament de l'argent à tue-tête chaque fois que nous en parlons. Nous savons, et tout le monde sait, qu'on ne peut demander aux libéraux de réduire les dépenses, mais que pour hypothéquer l'avenir de nos enfants, ils n'ont pas leurs pareils.

Une voix: Ils l'ont fait.

M. Valcourt: Pour revenir à la question du député de Calgary-Nord-Est, qui nous reproche de ne pas assez réduire nos dépenses, je crois que le budget est bien équilibré, qu'il tient compte des différentes régions du Canada. C'est bien de vouloir comprimer davantage les dépenses, mais dans l'ensemble, les compressions prévues s'étaleront sur les cinq prochains exercices. Le

déficit sera réduit de moitié en 1992-1993, ce qui est un grand pas dans la bonne direction, à mon avis. Le ministre s'est tué à dire que le but de cet étalement est d'assurer au Canada une croissance économique susceptible de générer les recettes fiscales qui serviront et à rembourser les intérêts de la dette et à financer les programmes nécessaires partout au Canada.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour parler de la motion à l'étude, soit que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement. Je suis contre cette motion parce que je ne crois pas que les Canadiens à faible revenu ou à revenu moyen l'appuieraient. Je crois qu'ils diraient non à cette politique budgétaire. Les sans-abri diraient non à cette politique budgétaire. L'enfant sur six qui vit dans la pauvreté dirait non à cette politique budgétaire. Les chômeurs qui entendent le ministre dire que le taux de chômage de 8,2 p. 100 prévu pour cette année au Canada est acceptable diraient non à cette politique budgétaire.

C'est ce qui est à l'origine du manque de confiance des Canadiens dans toutes les politiques du gouvernement et particulièrement dans ce budget. Lorsque les contribuables regardent ce qui se passe et voient que, en 1985, une famille dont les avoirs étaient évalués à 6,2 milliards de dollars a eu droit à un allègement fiscal de 500 millions, ils n'ont pas beaucoup confiance dans le gouvernement canadien et ses politiques.

Depuis 1984, le gouvernement, avec sa politique budgétaire, a haussé l'impôt des sociétés de 8 p. 100, l'impôt sur le revenu des particuliers de 45 p. 100 et la taxe de vente de 67 p. 100. Je n'approuve pas cette politique budgétaire et je crois que les Canadiens ne l'approuvent pas non plus.

Je veux parler particulièrement de certains aspects de ce budget qui auront des effets plus néfastes sur les régions éloignées, c'est-à-dire non seulement les régions du Nord comme le Yukon, que je représente, et les Territoires du Nord-Ouest, mais aussi beaucoup de régions rurales du Canada.

Permettez-moi de faire ressortir certains points qui montrent bien pourquoi il est impossible d'appuyer ce genre de politique budgétaire.